



Romain Bertrand
France

Que fait-on des Sciences Humaines et Sociales et de la philosophie? : Conserver

28/11/2012, Université Lumière - Lyon 2 (Lyon)

L'auteur

Directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques depuis 2008, **Romain Bertrand** est diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et doctorant des Sciences Po de Paris. Il a rejoint le CERI en 2001. Il a fait partie des comités de rédaction de *Critique internationale* et de *Raisons politiques*. Il est actuellement membre des comités de rédaction des *Annales. Histoire, sciences sociales* et de *Genèses*, ainsi que du comité de lecture de *Politix* et de *Moussons. Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*. Il a effectué des séjours de recherche à l'Universiti Kebangsaan Malaysia et à Oxford (Nuffield College) et a été professeur invité au département de Relations internationales de l'Université Fudan de Shanghai et au département de Sociologie de la New School for Social Science Research de New York. Il co-dirige à Sciences Po, avec Stéphane van Damme (Centre d'histoire de Sciences Po), le séminaire de recherche *L'épreuve des Indes*, qui traite de l'historiographie de la construction et de la circulation des savoirs en situations de « rencontre impériale » à l'époque moderne.

L'œuvre

L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècles) (Seuil, 2011)

Cultures of Voting. The Hidden History of the Secret Ballot, avec Jean-Louis Briquet et Peter Pels, dir. (Londres, Hurst, 2007)

Dossier ***Pèlerinages politiques*** (*Politix*, 20 (78), 2007)

Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial » (Editions du Croquant, 2006)

État colonial, noblesse et nationalisme à Java : la Tradition parfaite (XVI^e-XX^e siècles) (Karthala, 2005)

Dossier ***L'État colonial***, avec Emmanuelle Saada (*Politix*, 17 (66), 2004)
Indonésie, la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java (Karthala, 2002)

Dossier ***Anthropologies du sujet politique*** (*Raisons politiques*, 1 (4), 2000)

Zoom

L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècles) (Seuil, 2011)



S'il n'a jamais été autant question d'« histoire-monde », c'est souvent la même histoire du monde qui s'écrit : celle de l'Europe et de son « expansion » en Afrique, en Asie et aux Amériques. Pour Romain Bertrand, il n'est d'autre remède à cet européocentrisme obstiné qu'une histoire à parts égales, tramée avec des sources qui ne soient pas seulement celles des Européens.

C'est ce qu'il propose dans ce texte, en offrant le récit détaillé des premiers contacts entre Hollandais,

Malais et Javanais au tournant du XVII^e siècle. Il montre que l'Europe ne détenait alors aucun avantage sur les sociétés du monde insulindien, que ce soit en matière de compétences nautiques et cartographiques, de grand négoce ou de technologies militaires.

Lorsque les vaisseaux de la Première Navigation de Cornelis de Houtman jettent l'ancre en juin 1596 dans la rade de Banten, à Java, ce n'est pas à un monde « primitif » qu'ils ont affaire. Le lecteur découvre au contraire une société complexe et cosmopolite, insérée depuis des décennies dans des réseaux de commerce à grande distance, maillée de lieux de débats politiques et religieux intenses et sophistiqués, qui font étrangement écho à ceux qui ont alors cours en Europe.

Un livre qui propose une manière radicalement nouvelle de faire de l'histoire globale.



Cet essai retrace l'histoire des débats et des mobilisations autour de la loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif » de la colonisation française, qui a pavé la voie à la montée en puissance du thème des « guerres de mémoire ». Il s'interroge à cette fin aussi bien sur les stratégies des députés de la majorité, qui ont

voté et défendu ce texte, que sur le discours et les tactiques des organisations militantes qui ont réclamé son abrogation. Revenant en détail sur les relations clientélares entre les élus et les associations de « rapatriés » d'Algérie, il s'efforce de mettre au jour les processus politiques - non pas exceptionnels mais terriblement ordinaires qui ont concouru à la « mise en controverse » du « fait colonial ». Chemin faisant, il montre de quelle façon l'argument de la « République coloniale » brandi par les indigènes de la République et les associations du mouvement autonome de l'immigration a été dévoyé pour imposer une grille de lecture spécifique des « émeutes urbaines » d'octobre-novembre 2005 référées non plus à des problèmes concrets d'exclusion et de discrimination appelant une action (et une auto-critique) des pouvoirs publics, mais à d'élusifs ressentiments mémoriels. Il dresse de la sorte l'inventaire des mécanismes, et surtout des conséquences, de l'émergence d'un nouvel espace de débat où la « question (post) coloniale » en vient à éluder la « question sociale ».